

**Crise Sécuritaire : Le gouvernement de transition à rude épreuve**

Par erreur nous avons diffusé le numero 714 en lieu et place du 715. Nous diffusons par la présente le bon numéro. Malikilé vous remercie pour votre fidélité. La rédaction

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 23 OCTOBRE 2020

# 715

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## **Farabougou libre** **Entre détresse, humiliation** **et cris de victoire**



**OCLEI** : Le code de déontologie des agents publics validé !



**FAMa** : La hiérarchie au chevet des troupes pour apporter du réconfort moral



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**

<b>Une Brèves</b>	Farabougou libre : Entre détresse, humiliation et cris de victoire	<b>P.4</b>
	Le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur à Koulouba : Le Président Bah N'Daw a reçu Habib Sylla et son bureau	<b>P.10</b>
	Dissolution du CNSP : Le Conseil de sécurité de l'ONU tape du poing sur la table	<b>P.10</b>
	Ségou : Un jeune homme venu de la région de Mopti s'est noyé dans le fleuve à Sékoro dans la commune de Sébougou	<b>P.10</b>
	Coopération Mali-Allemagne : Dr Thomas SILBERHORN est venu transmettre au Chef de l'État les messages de félicitations des autorités allemandes	<b>P.11</b>
	3ème pont de Bamako : Le pont des drames !	<b>P.11</b>
	Assassinat de Thomas Sankara : Blaise Compaoré, le général Gilbert Djendéré et 23 autres personnes jugés en 2021 !	<b>P.12</b>
	Affaire de la présidence du CNPM : L'audience renvoyée au vendredi	<b>P.12</b>
	Afin que nul n'oublie : Sory Ibrahim Touré dit Binké	<b>P.12</b>
	Bla : Un accident de circulation sur l'axe Bla-San a fait 24 blessés dont 4 graves	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Le ministre Touré à l'ORTM et à l'AMAP : « Je serai l'avocat des médias auprès de l'administration »	<b>P.15</b>
	Gao : Des projets pour renforcer la capacité opérationnelle de la police nationale	<b>P.17</b>
	Condamné dans l'assassinat du président Melchior Ndadaye : L'ancien président Burundais Pierre Buyoya va-t-il démissionner de la MISAHEL ?	<b>P.18</b>
	OCLEI : Le code de déontologie des agents publics validé !	<b>P.19</b>
<b>Politique</b>	Dr Choguel Kokala Maïga alerte : « Le CNSP prépare, en louche, son candidat pour la présidentielle à venir »	<b>P.21</b>
	Transition au Mali : Au nom du père, du fils et des amis !	<b>P.22</b>
	Siège de Farabougou par les djihadistes : Les maliens entre colère et indignation	<b>P.23</b>
	Crise Sécuritaire : Le gouvernement de transition à rude épreuve	<b>P.24</b>
	FAMA : La hiérarchie au chevet des troupes pour apporter du réconfort moral	<b>P.25</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Mariage précoce au Mali : Où en sommes avec cette pratique ?	<b>P.27</b>
<b>International</b>	Good Morning de Scranton : La ville natale de Joe Biden, en pleine reconquête électorale	<b>P.28</b>
	Présidentielle en Guinée : Violents heurts entre manifestants et policiers à Conakry	<b>P.29</b>
<b>Sport</b>	Championnats nationaux cadets et juniors féminins de hand-ball : Le col fait coup double d'entrée de jeu	<b>P.30</b>

P.11



P.18



P.21



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

**Site Web** : www.malikile.com

**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Farabougou libre : Entre détresse, humiliation et cris de victoire

C'est par un tweet posté à 22 Heures 19 minutes que la cellule de communication des Forces armées maliennes a annoncé la libération du village de Farabougou. Resonnant comme un cri de grande victoire le message est titré : « Lutte contre le terrorisme : Farabougou sous le contrôle des FAMA ».

Au fil de la narration suivaient des faits de guerre qui, s'ils sont avérés, feraient la fierté de n'importe quel général sur un théâtre d'opération.

On nous apprend en effet que la libération de Farabougou des mains des terroristes sataniques le jeudi 22 octobre 2020 par les FAMA est le résultat d'une opération dénommée « Farabougoukalafia » lancée depuis le 15 octobre 2020. L'aviation malienne aurait largué des forces spéciales du Mali à Farabougou, la zone sous contrôle terroriste. Grâce à l'aviation malienne, des forces spéciales ont mis les pieds dans cette localité mais assure-t-on l'opération s'est déroulée sans aucun incident. Car l'armée a agi avec professionnalisme pour

minimiser les dégâts collatéraux. Enfin précise le communiqué, la projection des forces maliennes est accompagnée par une campagne aérienne qui consiste à détruire d'autres bases des groupes terroristes.

**Lire le Communiqué en encadré.**

Une telle présentation des faits incite à chanter le « djadjon » (chant guerrier à l'adresse des braves) aux valeureux libérateurs de Farabougou sous la conduite du Vice-président de la transition, le Colonel Assimi Goïta.

Mais voilà la lecture attentive du communiqué laisse apparaître de graves incohérences que viennent malheureusement corroborer des informations livrées par des habitants de Farabougou qui racontent à la fois leur calvaire et les conditions de la libération de leur village.

Sur le calvaire enduré, un témoignage direct d'un responsable du village recueilli par notre confrère de Renouveau Télé est riche en détails de premier ordre ou le pathétique le dispute à l'indicible.



Ce témoin parle de nombreux djihadistes dispersés autour du village, cachés dans les bois environnants, impossible à dénombrer et disposant d'armes de guerre. De militaires, ils n'en avaient point vus. Mais des vivres ont été largués dans le village et les quantités sont les suivantes « Lundi ils nous ont largué 6 caisses. Parmi ces caisses, une a explosé donc tout ce qui était dedans n'étaient plus consommable. Il y avait un sac de sucre, le seul sac d'ailleurs, mais on a pu en récupérer une partie tout le reste étant perdu. Les 5 autres caisses contenaient 250 Kilogrammes de riz, 2 sacs de sel, 61 paquets de macaroni et 10 litres d'huile soit 2 bouteilles. La 3ème bouteille s'est cassée et l'huile s'est versée. »

A la question de savoir si cette aide a soulagé, notre brave homme de répondre avec philosophie « Bon, comme c'est une aide, on ne peut pas s'en plaindre sinon moi-même, j'ai eu la quantité d'un verre à thé de riz pour ma famille. Il faut qu'on gère cette affaire avec stratégie. C'est une aide, on va faire en sorte que chacun apporte quelque chose chez lui. La population de Farabougou fait plus de 3900 habitants. Partager 250 Kg entre ce nombre ce n'est pas chose facile.

Aujourd'hui, on a reçu 150 Kg, 141 paquets de macaroni, 2 sacs de sucre, 15 litres d'huile, 2 cartons et 3 sachets de biscuits pour enfant, Voilà, ce qui étaient dans les 6 caisses larguées. Moi, je l'ai montré aux personnes âgées. Je leur ai dit que ce sera très difficile de partager. »

C'est ce calvaire qui a pris fin hier. Mais comment ? Selon des témoignages de Farabougou. « Hier (mercredi) nous avons longuement négocié avec les djihadistes et chaque partie a annoncé ses souhaits et ses lignes rouges. C'étaient avec les imams rassemblés pour l'occasion. Un accord a pu ainsi être trouvé et on s'est serré les mains pour sceller cet accord. Ils ont donc pris leurs affaires et sont partis. C'est après qu'on a vu l'armée roder et dire qu'elle vient négocier. Négocier quoi à cette étape ? Or nous les avions déjà appelés bien avant. Sans résultat.

Il n'y a eu aucun affrontement entre l'armée et les gens là. Car ils sont venus après leur départ. Ils ne sont pas venus quand les gens là étaient là. Ils sont venus juste constater les dégâts. »

Que penser de ces deux versions aux antipodes l'une de l'autre ?



Que les communicateurs de l'armée auront besoin d'expliquer aux maliens comment une telle opération a pu se dérouler « sans aucun incident » et quelles bases elle a pu détruire puisque la campagne aérienne, selon elle, consiste à détruire d'autres bases des groupes terroristes.

Ce n'est l'armée qui est donc en cause et les

hommes sur le terrain voulaient en découdre depuis bien longtemps. Mais peut-être qu'il a fallu attendre des ordres devant venir de chefs qui ronronnaient sous les climatiseurs à Bamako.

■ Moctar Sow

## Secours aux populations : Les FAMA arrivées à Farabougou



Depuis ce matin du jeudi 22 octobre 2020, les FAMA sont arrivées à Farabougou. Aux environs de 10 heures 30 minutes, les premiers éléments du Bataillon des Forces spéciales y sont arrivés à bord d'un Mi-24 de l'Armée de l'Air.

En plus du personnel, beaucoup de colis dont des médicaments ont aussi été largués. Il s'agit d'abrèger la souffrance des populations. La situation qui fait l'objet d'une grande préoccupation est suivie avec attention par le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

## Présidence de la République du Mali

### COMMUNIQUE

En sa qualité de Chef de l'Etat du Mali dont le Président est le deuxième-vice Président du Bureau de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, Son Excellence Monsieur Bah N'DAW a participé par visioconférence, ce jeudi 22 octobre 2020, à la 2ème réunion de Coordination entre

l'Union africaine et les Communautés Economiques Régionales. Sous la présidence de Son Excellence Monsieur Cyril RAMAPHOSA, Chef d'Etat sud africain et Président en exercice de l'Union Africaine, le Président de la Commission de l'Union Africaine et les différents chefs d'Etat présidant les Communautés Economiques Régionales ont présenté leurs rapports sur l'état de l'intégration régionale ainsi que sur la

situation de la Pandémie de la COVID-19.

Le Chef de l'Etat malien auquel le Président RAMAPHOSA a souhaité la bienvenue,

a réitéré que tous les engagements internationaux du Mali seront tenus par la

Transition qu'il dirige. « L'intégration continentale n'est pas un slogan pour le

Mali mais un engagement, a-t-il souligné, avant d'affirmer que son pays adhère totalement à la stratégie de lutte contre la COVID-19 définie et menée par l'Union Africaine sous le leadership de son président en exercice.

Bamako le 22 octobre 2020



## Ouverture Média - OM

#OM Info:

Secours aux populations : les FAMA arrivées à Farabougou

Depuis ce matin du jeudi 22 octobre 2020, les FAMA sont arrivées à Farabougou. Aux environs de 10 heures 30 minutes, les premiers éléments des éléments du Bataillon des Forces spéciales y sont arrivés à bord d'un Mi-24 de l'Armée de l'Air.

En plus du personnel, beaucoup de colis dont des médicaments ont aussi été largués. Il s'agit d'abrèger la souffrance des populations.



La situation qui fait l'objet d'une grande préoccupation est suivie avec attention par le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.



#OMTV : #Alerte Info

Convocation du journaliste Seydou Oumar TRAORÉ par la brigade d'investigation judiciaire (BIJ) demain à partir de 10h.

#OM #TD



## Figaro du Mali

Depuis ce matin du jeudi 22 octobre 2020, les FAMA sont arrivées à Farabougou. Aux environs de 10 heures 30 minutes, les premiers éléments des éléments du Bataillon des Forces spéciales y sont arrivés à bord d'un Mi-24 de l'Armée de l'Air.





La CMAS divergente, MDP vers une nouvelle destination, EMK en embuscade et le FSD vers la présidentielle à venir. Pendant ce temps, le CNSP et son cercle fermé poussent la transition à volonté.

**RFI**

Les résultats provisoires au niveau national ne sont pas encore connus pour ce scrutin qui a été suivi de violences à Conakry et d'autres villes du pays ces derniers jours



**Jeune Afrique**

Moins d'une dizaine de jours avant une élection pour laquelle sa candidature a été invalidée et dont il a juré qu'elle n'aurait pas lieu, Guillaume Soro reste une inconnue de la complexe équation ivoirienne. Depuis son exil parisien, peut-il encore influencer sur le scrutin ?



Pendant la crise postélectorale, les sociétés Semlex et Gunvor ont été au cœur d'un système visant à fournir des armes au régime de Laurent Gbagbo, en violation de l'embargo des Nations unies. L'OCCRP et Jeune Afrique vous dévoilent les dessous de ce montage complexe



Ibrahim Boubacar Keita est rentré à Bamako, mercredi soir, après un séjour médical de près de deux mois à Abou Dhabi. L'ancien président malien a rejoint sa villa de Sébénikoro.



**Kassim Traoré**  
À l'instant · 🌐

Cette publication n'est pas d'actualité ! Je ne comprends pas pourquoi certains individus sont heureux du malheur des autres au point d'en faire un acharnement. C'est vraiment pitoyable cette façon de faire ! Il faudrait avoir naturellement l'honnêteté, le respect d'un certain nombre de valeurs pour comprendre certaines choses de notre société.  
Apprenti Informateur

**Kassim Traoré**  
40 min · 🌐

**Pôle économique et financier de Bamako : Adama Sangare, Sékou Alpha Djiteye, Mohamed Oumar Traoré et Mafily Koné placés sous mandat de dépôt à la maison centrale d'arrêt de Bamako.**  
Source : Justice

## Gouvernement du Mali

Actualité du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle | #partenariat  
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,  
Mohamed Salia Touré



, a présidé ce matin une rencontre d'échange avec les partenaires technique et financiers intervenant dans le domaine de l'Emploi et dans la Formation Professionnelle au Mali. L'objectif de cette rencontre était non seulement une prise de contact mais aussi d'exposer la vision, la politique et la disponibilité pour l'atteinte des objectifs dans le domaine de l'Emploi et dans la Formation Professionnelle. Le Chef de Groupe des PTFs, Hamadou Idrissa Dicko, a au nom de l'ensemble des partenaires techniques et financiers remercié le ministre Touré pour cette belle initiative d'organiser une telle rencontre. Il a ensuite témoigné toutes leurs disponibilités et leurs engagements à accompagner le ministère en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour que la population de façon générale et la jeunesse en particulier puisse s'attendre à des perspectives meilleures.  
SOURCE : CCOM/MEFP



## Ambassade des Etats-Unis au Mali

Chers maliens, dans deux semaines, l'élection présidentielle américaine aura lieu. Le 3 novembre 2020 les américains iront aux urnes. La Maison Blanche est convoitée par Joe Biden et Donald Trump qui briguent un second mandat. Notre système électoral peut être assez déroutant, même pour les Américains ! Et cette année, les changements dans les procédures électorales dus au COVID-19 rendent les choses encore plus compliquées. Et c'est dans cette optique que nous allons vous parler du processus électoral américain au cours des deux prochaines semaines.  
L'élection présidentielle américaine est une élection au suffrage universel indirect. Les citoyens électeurs américains élisent 538 grands électeurs qui vont à leur tour voter pour un candidat précis. Ces grands électeurs sont répartis à travers les différents États des États-Unis selon une clé de recensement en partie démographique (le nom-



bre de grands électeurs d'un État est égal au nombre de représentants basé sur la population de l'état plus deux sénateurs par État). Dans chaque État, la majorité simple suffit pour remporter la totalité des grands électeurs, à l'exception du Maine et du Nebraska, où deux des grands électeurs sont gagnés selon la majorité simple et les autres sont désignés dans le cadre d'un district congressionnel. Pour l'emporter, un candidat doit remporter la majorité des 538 grands électeurs, donc au moins 270. Ainsi, l'élection n'est pas seulement une compétition pour la majorité des voix exprimées à travers le pays, mais en fait 51 élections séparées pour remporter le grand électeur de chaque État, plus le district de Columbia.  
Rejoignez-nous demain ici et devenez un expert des élections américaines !



L'envoyé spécial des États-Unis pour la région du Sahel, l'ambassadeur J. Peter Pham, a représenté les États-Unis à la table ronde ministérielle pour le Sahel central sur la réponse à la crise au Burkina Faso, au Mali et au Niger dans le cadre de l'événement humanitaire de haut niveau organisé conjointement par le Danemark, l'Allemagne, l'Union européenne et les Nations unies.  
L'ambassadeur Pham a mis en avant le leadership des États-Unis en tant que premier donateur de la région dans les domaines de l'aide humanitaire, du développement et de la santé, ainsi que l'engagement des États-Unis à améliorer les conditions de sécurité sur le terrain pour les personnes touchées par le conflit et les travailleurs humanitaires qui cherchent à soulager leurs souffrances.  
M. Pham a appelé les gouvernements de la région à se concentrer sur la protection des civils, ainsi qu'à garantir la justice et à tenir pour responsable les auteurs de violations et d'exactions à l'encontre des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Il a donné des exemples de la manière dont les États-Unis aident les populations du Sahel à passer du statut de bénéficiaire de l'aide humanitaire à celui d'investisseur dans leur développement, et il a réitéré la nécessité de se concentrer sur les causes profondes de la violence et de l'instabilité.  
Retrouvez l'allocation du Dr Pham sur : <https://www.state.gov/remarks-at-the-ministerial.../>.





**RFI Afrique**

Alors que la Côte d'Ivoire s'enfonce dans une crise pré-électorale, le gouvernement semble lâcher un peu de lest, notamment à propos de la CEI, conséquence de la médiation de la Cédéao des 18 et 19 octobre.



On la surnomme "la griotte de Montréal". La chanteuse malienne Djely Tapa Diarra, fille de la célèbre Kandia Kouyaté, s'est fait une place au soleil dans la musique québécoise.



**Ibou SY**

Je n'ai pas entendu de mandat contre Adama SANGARÉ, le maire. Par contre un célèbre journaliste est convoqué par un juge.



**Mahamoud Touré**

Blocus de FARABOUGOU c'est la HONTE nationale !



**Média A**

L'Association des Jeunes Avocats du Mali (AJAM) à la création de laquelle j'ai activement participé et dont le premier président a été mon collaborateur feu Mountaga Diallo, m'a fait l'honneur de me rendre une visite de courtoisie ce 16 octobre, a sollicité mes conseils et m'a invité à participer au Café-Débats qu'elle s'apprêtait à organiser. Nous avons conversé sur la genèse de l'Association, son utilité puis passé en revue de nombreux sujets sur la profession d'Avocat. J'ai été heureux et fier de recevoir ces jeunes confrères pleins d'ambition pour la profession et pour le Mali. Le lendemain, au Café-Débats, nous avons évoqué ensemble le délicate question de "L'Avocat et les médias".  
Merci à tous de votre délicate attention et bonne chance !



**AfrikMag**

Indéniablement l'une des valeurs sûres de la musique en France, Aya Nakamura n'a pas fini de laisser ses empreintes sur le tableau légendaire de la musique. Fréquemment titillée sur la toile pour...



**Hamza B Sow**

Pour plus de transparence et d'action nous devons exiger des débats contradictoires télévisés entre les différents candidats. Qu'ils viennent défendre leurs programmes et surtout leurs bilans faits dans le passé. ils détailleront ainsi leurs visions du Malikoura, la manière dont ils vont exécuter leur programme et surtout la durée sur laquelle il va s'étaler. Enfin, après leur premier mandat, nous (le peuple) serons là pour les sanctionner en cas de promesses non tenues ou les renouveler notre confiance si nous jugeons qu'ils ont été au rendez-vous de nos attentes. Cordialement par Hamza b Sow



## Le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur à Koulouba : Le Président Bah N'Daw a reçu Habib Sylla et son bureau



Le Chef de l'État, SEM Bah N'DAW a accordé une audience, ce mercredi 21 octobre, au Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME). Le Président du HCME, M. Habib SYLLA et ses collaborateurs étaient venus réitérer le soutien de leur Organisation aux autorités de la Transition. L'accompagnement du HCME est, en effet, la suite logique de sa forte implication dans le processus de sortie de crise. Cela s'est traduit par sa participation active aux concertations nationales tenues en septembre dernier et ayant conduit à l'adoption de la Charte et de la Feuille de route de la Transition. « La quasi-totalité de nos préoccupations ont été prises en compte dans ces documents. C'est pourquoi, nous sommes venus dire au Président que nous sommes en phase avec le processus en cours », a indiqué M. SYLLA à sa sortie d'audience. Et de poursuivre : « La Transition a besoin de l'ensemble des Maliens pour soutenir le Président et son équipe, qui sont chargés de mettre cette Feuille de route sur les rails, afin que dans 18 mois nous puissions retrouver le Mali dont nous rêvons. Chacun d'entre nous, dans son domaine de compétences a une responsabilité et nous allons l'assumer. Nous allons soutenir nos autorités en posant des actions pour une transition réussie ».

Source : Présidence

## Ségou : Un jeune homme venu de la région de Mopti s'est noyé dans le fleuve à Sékoro dans la commune de Sébougou

Un jeune âgé d'au moins 25 ans s'est noyé le 19 octobre dernier vers 17h dans le fleuve à Sékoro dans la Commune de Sébougou. Selon des témoins, la victime serait un étranger venu de la région

## Dissolution du CNSP : Le Conseil de sécurité de l'ONU tape du poing sur la table



Conformément, à la recommandation de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), après la mise en place des organes de la Transition, le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) devrait automatiquement disparaître. Et pourtant c'est ce comité qui continue à piloter les affaires publiques. Ainsi le Conseil de sécurité de l'ONU après une évaluation, a mis en garde les responsables du Comité National du Salut du Peuple de procéder à sa dissolution. Le CNSP continue de faire régner sa loi clandestinement au sein de l'appareil administratif. Après avoir fait main basse sur 5 ministères stratégiques, les hommes forts de Kati sont encore présents dans différents ministères où ils sont employés comme chefs de cabinet, chargés de mission, ou attachés de cabinet. Aujourd'hui, la dissolution du CNSP s'impose immédiatement si l'on veut réussir la Transition et éviter une autre sanction de l'ONU après la levée de l'embargo de la CEDEAO. Le vice-président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, semble devenir le garde personnel du Président de la Transition, d'autant plus qu'il assiste à toutes les audiences de celui-ci. Il est temps que le Président de la Transition, Bah N'Daw accompagne la Communauté internationale en procédant à la dissolution du CNSP.

Seydou Diamouténé  
Source : 22 Septembre



de Mopti. Son corps a été retrouvé le (20/10/2020) par les pêcheurs « Somonos » de la localité. Il a été enterré sur place au bord du fleuve.

Source : studiotamani

## Coopération Mali-Allemagne : Dr Thomas SILBERHORN est venu transmettre au Chef de l'État les messages de félicitations des autorités allemandes



Le Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral de la Défense, Dr Thomas SILBERHORN a rendu, ce mardi 20 octobre 2020, une visite de courtoisie à SEM Bah N'DAW, Chef de l'État. Accompagné d'une forte délégation, Dr Thomas SILBERHORN est venu transmettre au Chef de l'État les messages de félicitations des autorités allemandes et lui réaffirmer leur disponibilité à accompagner le Mali dans cette phase de Transition. Cette visite de courtoisie a permis aux deux personnalités de faire un tour d'horizon de l'excellente coopération bilatérale entre le Mali et l'Allemagne, vieille de plusieurs décennies. Ils ont également discuté des questions électorales et des réformes nécessaires pour la stabilité du pays. Pour ce faire, Dr SILBERHORN a assuré que l'Allemagne va accompagner le Gouvernement malien dans ce processus.

Par ailleurs, le Secrétaire d'État allemand a rappelé que l'Allemagne a déployé plus de 1 000 soldats au Mali dans le cadre de la MINUSMA. Et d'annoncer : « On a décidé la semaine dernière au sein de l'Union Européenne de recommencer nos activités de formation et d'entraînement des forces maliennes ». Enfin, il a souligné que son pays est également engagé dans le Développement avant de conclure que leurs efforts seront ajustés en fonction des priorités des autorités de la Transition.

Source : Présidence de la République

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## 3ème pont de Bamako : Le pont des drames !



**Pont des drames ou de suicides. C'est une autre qualification que tentent de donner beaucoup de Bamakois au 3ème pont qui relie les quartiers de la commune I à ceux de la commune VI de la capitale malienne. A l'espace de deux semaines, 4 personnes sont mortes sur ce pont : 3 suicides et un cas d'accident, qui a lieu le mardi 20 octobre 2020. Ces faits sont-ils naturels ? C'est la question que se posent bon nombre de Maliens.**

Encore le 3ème pont de Bamako ! Encore un mort, la 4ème dans l'espace de deux semaines. Après les 3 cas de suicide par noyade en espace en une semaine, le 3ème pont de Bamako a enregistré sa 4ème victime hier, mardi 20 octobre 2020.

En effet, selon les pêcheurs, une Rav 4, après avoir heurté un autre véhicule s'est retrouvée dans l'eau. L'homme à bord dudit véhicule a été retrouvé mort par les sapeurs-pompiers et des pêcheurs sur place. « Le véhicule est tombé dans l'eau ce matin quand nous étions en train de travailler. Nous avons alerté les éléments de la protection civils. Ils sont venus et nous les avons aidés à faire sortir le véhicule. La seule personne qui se trouve à bord est morte », a déclaré Adama Konota, le chef des pêcheurs à Missabougou.

Cette victime vient de compléter à 4 le nombre des morts sur ce pont de drames. Qu'est-ce qui explique toutes ces morts sur ce pont ? Y a-t-il des Esprits du fleuve qui ne reçoivent plus des cadeaux de la part des autorités ? Telles sont, entre autres, les questions que se posent beaucoup d'observateurs avertis.

Avant cette année, les cas de suicides et d'accident ont, plusieurs fois, eu lieu sur ce pont. Même si le chef de Bozo de Missabougou estime que ce sont les excès de vitesse qui sont à l'origine des accidents, cela ne peut pas être les causes des suicides. Il est temps que les autorités prennent au sérieux les drames sur ce pont et chercher des solutions, mêmes traditionnelles. Faut-il faire des sacrifices ? Les marabouts et donzos « connaisseurs » de tout doivent mettre leurs connaissances en pratique. Sinon à l'allure où vont les choses, ce pont risque d'être abandonné par les usagers.

Boureima Guindo

Source: Le Pays-Mali

## Affaire de la présidence du CNPM : L'audience renvoyée au vendredi



Depuis quelques jours voire quelques semaines, le Conseil national du patronat malien (CNPM), a deux bureaux, l'un dirigé par le président sortant Mamadou Sinsy Coulibaly et l'autre par Diadié dit Amadou Sankaré. C'est suite à une incompréhension entre les deux listes de candidature à la présidence de l'organisation conduite respectivement par le président sortant, Mamadou Sinsy Coulibaly et Diadié dit Amadou Sankaré par rapport au report de l'Assemblée générale électorale du 26 septembre dernier, demandé par le Secrétaire général du CNPM. Pour le bureau de Diadié dit Amadou Sankaré, il a été mis en place lors de l'AG du 26 septembre. Et celui dirigé par Mamadou Sinsy Coulibaly a été mis en place lors de l'Assemblée générale du 8 octobre dernier. Depuis ce jour, le CNPM a deux bureaux avec deux présidents, une première depuis la création de cette organisation en 1980. Chacun des bureaux se réclame légitime, même si les locaux du patronat sont occupés par le bureau de Diadié dit Amadou Sankaré par une ordonnance gracieuse signée par le président du tribunal de la grande instance de la commune IV. Cette décision a été vite attaquée par les avocats du bureau de Mamadou Sinsy Coulibaly.

Qui de Diadié dit Amadou Sankaré et de Mamadou Sinsy Coulibaly est le président du CNPM ? Cette question aura peut-être sa réponse ce vendredi 23 octobre au cours d'une audience au tribunal de la commune IV pour départager les deux parties après deux reports.

Le président du tribunal de la commune 4 du district de Bamako a signé une ordonnance gracieuse autorisant l'occupation des locaux du CNPM par le bureau dirigé par Diadié dit Amadou Sankaré, le 12 octobre 2020. 24 heures après, le mardi 13 octobre 2020, les avocats de la partie adverse dirigée par Mamadou Sinsy Coulibaly ont à leur tour saisi le même tribunal d'un référé d'heure à heure aux fins de rétracter cette ordonnance gracieuse. A cet effet, une première audience devrait se tenir le même mardi 13 octobre 2020 à 15 heures, mais elle n'a pas eu lieu, car les avocats de Diadié dit Amadou Sankaré ont pu obtenir le report de l'audience pour le vendredi 16 octobre 2020 à 15 heures. Mais, le vendredi 16 octobre 2020, l'audience n'a pas pu se tenir. A nouveau, le président du tribunal a renvoyé l'audience au lundi 19 octobre dernier à 10h, repoussé à 13h. En effet, c'est le même lundi 19 octobre 2020, les avocats de Mamadou Sinsy Coulibaly ont déposé leurs observations au tribunal de grande instance de la commune IV du district de Bamako.

## Assassinat de Thomas Sankara : Blaise Compaoré, le général Gilbert Djendéré et 23 autres personnes jugés en 2021 !



Selon nos confrères de RFI (Radio France internationale), Blaise Compaoré, le général Gilbert Djendéré et 23 autres personnes vont être jugés en 2021 pour l'assassinat de l'ancien président Thomas Sankara en 1987. L'instruction du dossier au tribunal militaire de Ouagadougou est terminée. Parmi les preuves du crime figurent des archives venues de Paris.

Source : ledemocrate Mali

## Bla : Un accident de circulation sur l'axe Bla-San a fait 24 blessés dont 4 graves



24 blessés dont 4 graves, c'est le bilan d'un accident de circulation survenu hier (20/10/2020) sur l'axe Bla-San. Selon des témoins, le car d'une compagnie de transport de la place s'est renversé de lui-même. Les blessés ont été évacués au Centre de santé de référence de Bla. Le chauffeur du car est pour le moment introuvable. La gendarmerie de la localité a ouvert une enquête pour situer les responsabilités dans cet accident.

Source : studiotamani

Une situation qui a obligé le président dudit tribunal à renvoyer l'audience au vendredi 23 octobre 2020 pour permettre aux avocats de Diadié dit Amadou Sankaré de répliquer aux observations écrites déposées.

A M Touré

Source : 22 Septembre

## Afin que nul n'oublie : Sory Ibrahim Touré dit Binkè

**S**ory Ibrahim Touré débute sa carrière sportive dans les catégories de jeunes de l'AS Réal de Bamako, club coaché à l'époque par son père Idrissa Touré dit Nani. Doté d'une bonne technique de jeu, il intègre, en 1988, l'équipe nationale junior avec des joueurs comme Mamoutou Kané dit Mourlé, Habib Sangaré, Amadou Bass, Mamoutou Tollo, Oumar Guindo, Alassane Diallo dit Tomfoot, Kassim Touré...

Après avoir participé à la quasi-totalité des matchs éliminatoires de la zone Afrique, il participe l'année suivante au mondial junior. Après l'épopée Saoudienne, Binkè s'impose comme meneur de jeu des scorpions. Avec l'AS Réal, il remporte en 1989 la coupe du Mali de football aux dépens du Djoliba (2-0). Nous garderons longtemps en mémoire le premier but de son équipe. Une action sur laquelle, il « déposa », avec une précision chirurgicale, un coup franc sur la tête d'Adama Traoré dit boxeur. L'année suivante, il est régulièrement convoqué en équipe nationale sénior. Il y retrouve d'autres joueurs de sa génération. Il participe aux éliminatoires de la CAN 1992 et prend du galon au sein de son club.

A la fin de la saison 1992, il signe au Stade Malien de Bamako. Chez les 3 caïmans, il ne tarde pas à s'imposer à l'aile droite où ses centres et passes mettent à l'aise les attaquants Mahamadou Cissé Tostao et Abdoul Karim Magassouba. En Juillet 93, il est l'un des artisans de la qualification du Mali à Tunis 1994. En 1994, il participe à la CAN Tunisienne. Après avoir suivi les deux premiers matchs à partir du banc de touche, il est titularisé contre l'Egypte en quarts de finale, où il a pour mission de mettre sur orbite les attaquants Soumaïla Traoré et Fernand Coulibaly.

En seconde mi-temps, le Mali obtient un coup franc excentré sur la droite. Il place la balle sur la tête de Soumaïla Traoré qui bat le portier Shoubeir et ouvre les portes des demi-finales pour le Mali. Après Tunis 94, il réalise une belle saison avec le Stade Malien de Bamako qui s'offre la coupe du Mali de Football face au Nianan de Koulikoro. Le public se souvient de son entrée en cours de jeu et de la frappe puissante qu'il envoya sur la barre transversale en fin de match. Durant les prolongations, deux de ses coups de pattes permettent à Tostao et Magassouba de scorer. En 1995, il perd sa place en équipe nationale du fait de son inconstance.

Avec son club, il réalise le doublé coupe championnat. L'année 1996 fut une année noire pour l'enfant de Bolibana qui perdit le championnat et



la coupe du Mali. Il promet alors aux fans du Stade Malien de Bamako de se racheter l'année suivante. Au début de la saison 1996-1997, il s'entraîne dur pour aborder les différentes compétitions. Le 20 Octobre 1996, c'est de la tribune d'honneur du stade omnisports qu'il assiste à la victoire aux tirs aux buts de son équipe en finale de coupe INPS face à l'USFAS. Le lendemain (21 Octobre 1996), au volant de sa motocyclette, il est happé par un train en provenance de Kati, à hauteur du passage à niveau du Stade Mamadou Konaté et passe de vie à trépas.

Le lendemain, il est accompagné à sa dernière demeure au cimetière de Hamdallaye par une foule de parents, d'amis et de sportifs. Le même jour, des citoyens bamakois signent une pétition pour protester contre l'absence de barrières aux différents passages à niveau de la capitale. En Décembre de la même année, l'éphémère association des footballeurs du Mali dont il était secrétaire aux revendications, organise un match contre l'équipe nationale junior. Match au cours duquel son fils Adama Touré (ex Stade Malien de Bamako actuellement en Espagne) entre en cours de jeu (en portant le N°7 de son père) et gratifie le public de beaux gestes techniques.

Chaque année, ses amis de Bolibana organisent « le mémorial Sory Ibrahim Touré dit Binkè », sur l'un des terrains jouxtant l'avenue de l'indépendance afin que nul n'oublie celui dont le toucher de balle donnait la chair de poule aux puristes. Dors en paix Binkè. « A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons

Source : autres presses



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

### Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

*Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à [info@oclei.ml](mailto:info@oclei.ml)*

**Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.**

**Bamako, le 13 octobre 2020.**



## Le ministre Touré à l'ORTM et à l'AMAP : « Je serai l'avocat des médias auprès de l'administration »

Les médias auront un rôle très important à jouer aussi bien dans la phase préparatoire menant aux élections que pendant et après les élections. C'est en ces termes que le ministre de la Communication et de l'Économie numérique a défini le rôle des médias dans l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes. Dr Hamadoun Touré était en effet en visite, hier, à l'Agence malienne de presse et de publicité (Amap). Après une visite guidée des locaux, le chef du département de la Communication a expliqué qu'il était très impressionné par les équipements modernes dont dispose l'Amap. Hamadoun Touré a félicité la direction pour le travail remarquable accompli, avant de réitérer l'engagement du gouvernement à ne ménager aucun effort pour soutenir et accompagner la structure dans l'accomplissement de ses missions.

Il a exhorté les médias à redoubler d'ardeur et à ne ménager aucun effort pour que les Maliens puissent s'unir, travailler ensemble et s'accepter. « Nous allons pouvoir y arriver qu'avec le dialogue et nous serons les seuls à pouvoir développer notre pays, car personne ne le fera à notre place », a-t-il confié. Le directeur général de l'Amap, Bréhima Touré, après avoir souhaité la bienvenue au ministre de la Communication et de l'Économie numérique a expliqué que cette visite était une opportunité de présenter le cadre de travail du personnel. Il dira que c'était aussi une occasion de prendre connaissance des orientations du chef du département de la Communication en vue de l'amélioration de la communication gouvernementale. Car, l'Amap, a-t-il poursuivi, est un instrument de l'action gouvernementale en matière de communication. Suite à la conjoncture écono-

mique difficile, le directeur général de l'Amap expliquera que son service traverse une période difficile due à la crise sanitaire mondiale liée au coronavirus et à la crise sociopolitique du pays. Cette conjoncture, a confié Bréhima Touré, est venue à un moment où il était en train de s'organiser dans le cadre du nouveau cadre législatif réglementant la publicité. « Nous avons foi en l'avenir, c'est pourquoi nous avons élaboré un plan de relance qui détaille les actions à mener et les objectifs à réaliser dans les années à venir pour que l'Amap continue à offrir des contenus médiatiques fiables, accessibles et attractifs », a dit le patron de l'Amap, avant de solliciter l'accompagnement des autorités.

Pour Bréhima Touré, l'appui de l'État est indispensable pour avoir des médias publics performants capables de contribuer à la construction d'un citoyen imprégné de nos valeurs sociétales. Cet appui aux médias devra également permettre d'avoir des citoyens fiers et conscients de leur rôle dans l'édification de la nation et être imperméables aux influences extérieures qui le rabaisent et qui lui font croire qu'il est voué à être un simple consommateur des biens produits ailleurs.

Le directeur général de l'Amap a offert au ministre deux exemplaires du numéro spécial de L'Essor, publié à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du Mali, du 22 septembre 2020. Auparavant, le ministre de la Communication

et de l'Économie numérique avait visité l'Office de radio et télévision du Mali (ORTM). Là, Hamadoun Touré a été accueilli par le directeur général de l'ORTM Salif Sanogo. Après une visite des installations, l'hôte du jour s'est entretenu avec la direction de l'ORTM. Salif Sanogo a, à cet effet, saisi l'occasion pour évoquer certaines préoccupations de son service. Parmi lesquelles, le dédommagement de cer-

tains agents de l'ORTM qui ont perdu des biens matériels lors des événements du 10 juillet dernier. En réponse, le ministre Touré a exprimé toute sa reconnaissance pour toutes les actions que l'ORTM a menées pendant toutes ces années. L'ORTM, a déploré le ministre en charge de la Communication, est toujours la cible des manifestants quand il y a des troubles dans le pays. Il a assuré que les évène-

ments du 10 juillet n'ont pas été oubliés et promis de s'impliquer personnellement pour faire aboutir leurs revendications. Le ministre de la Communication et de l'Économie numérique a également assuré qu'il serait l'avocat des médias publics auprès de l'administration.

**Abdoul Karim COULIBALY**



Dr Hamadoun Touré (d) a commencé sa visite par l'imprimerie





## Gao : Des projets pour renforcer la capacité opérationnelle de la police nationale



La commune urbaine de Gao a abrité ce jeudi 15 Octobre 2020 la cérémonie officielle de lancement des travaux de construction de quatre miradors de protection munis de projecteurs à la Direction Régionale de la Police, et de trois bureaux équipés, un escalier et deux miradors au commissariat de police du 2ème arrondissement de la ville Gao. Une cérémonie qui s'est déroulée en présence des autorités administratives et sécuritaires de la région.

Ce projet contribuera au renforcement des capacités des forces de sécurité maliennes. Il permet en outre la création d'un meilleur cadre de travail et de renforcement des capacités opérationnelles des personnels des unités de la Direction Régionale de la police de Gao. « Je suis convaincu que grâce à la réalisation de ces édifices, les capacités d'accueil de ces structures seront renforcées et leur accessibilité sera plus souple pour les hommes et les

femmes vivant dans ces zones » a témoigné le Commissaire Divisionnaire de Police, Yamoutou KEITA, Directeur Régional de la Police Nationale à Gao.

Ces projets à impacts rapides entièrement financés par la MINUSMA pour un montant de plus de 53 millions de francs CFA, visent à améliorer les conditions de travail de la Direction Régionale de la Police de Gao et du Commissariat du 2e arrondissement, afin de permettre aux personnels de la Police Nationale d'être plus opérationnels et mieux répondre aux besoins des populations civiles en termes de Sécurité. « C'est comme dans un match de football, on n'oublie celui qui fait la passe pour ne retenir que celui qui marche le but. Au-delà du but, je voudrais qu'on ne retienne que la victoire, celle de l'équipe Mali – MINUSMA contre l'insécurité et la délinquance, pour le retour de la paix, de la cohésion sociale et du développement. Cela ne pourrait se

concrétiser sans l'apport de tous, principalement, les populations qui doivent aider les forces de défense et de sécurité dans leur combat quotidien à travers une collaboration et un partage continu de l'information » Alhader Amadou BELA, Conseiller aux Affaires Administratives, Économiques et Financière au Gouvernorat de Gao, représentant le Gouverneur.

Le premier projet consiste à la réalisation des travaux de construction de quatre miradors de protection munis de projecteurs à la Direction Régionale de la Police et le second, à la réalisation de trois bureaux équipés, d'un escalier et de deux miradors au commissariat du 2ème arrondissement de la ville de Gao. A ces deux projets, s'ajoutera le projet d'équipement en matériels bureautiques et informatiques au profit de la Direction régionale. Ces projets interviennent dans le cadre des renforcements de capacités des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes. "j'invite les bénéficiaires que vous êtes, à faire bon usage de ces locaux et matériels pouvant vous permettre d'accomplir vos missions régaliennes au profit de la population de la région en général, et de la ville de Gao en particulier » a exhorté M. Issa MAIGA, Représentant du Chef du Bureau Régional de la MINUSMA à Gao.

En guise de rappel, après les projets de réhabilitation et équipement des bâtiments de la Direction Régionale de la Police, des Commissariats de Police de Gao et de Ménaka, la fourniture en carburant aux FSM, la dotation de motos, la construction des salles du fichier criminel, la construction et équipement du commissariat du 2ème arrondissement de la ville de Gao ... la MINUSMA est encore là aux côtés de ses partenaires pour apporter une fois encore son soutien dans le cadre du renforcement des capacités des FSM, à travers ces projets. "une mention spéciale à la MINUSMA pour la Construction et l'Équipement des locaux du nouveau Commissariat de Police du 2ème Arrondissement, la dotation en carburant pour nos patrouilles et les différentes formations de recyclage des agents pour ne citer que ceux – ci" a conclu le Commissaire Divisionnaire de Police, Yamoutou KEITA, Directeur Régional de la Police Nationale à Gao.

**Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique**

# Condamné dans l'assassinat du président Melchior Ndadaye : L'ancien président Burundais Pierre Buyoya va-t-il démissionner de la MISAHEL ?



**S**elon RFI, la Cour suprême du Burundi a condamné l'ancien président burundais Pierre Buyoya, ainsi que 18 autres proches à la perpétuité, pour l'assassinat du président Melchior Ndadaye qui a plongé le pays dans une décennie de guerre civile ayant fait plus de 300 000 morts. Il y a de 27 ans, le 21 septembre 1993, Melchior Ndadaye, le premier président hutu du Burundi démocratiquement élu, était assassiné. L'ancien président Pierre Buyoya, aujourd'hui Haut Représentant de l'Union Africaine au Mali et au Sahel, est condamné par contumace à la prison à perpétuité, pour « **attentat contre**

**le chef de l'État, contre l'autorité de l'État et attentat tendant à porter le massacre et la dévastation** ». Selon toujours RFI, dix-huit autres personnalités de la haute administration burundaise de son époque, militaires et civils, sont condamnés à la même peine, alors que trois autres écoperont de 20 ans de prison pour « complicité » pour les mêmes crimes.

Un seul accusé, l'ancien Premier ministre de transition, Antoine Nduwayo, est acquitté. Par ailleurs, seuls cinq de ces personnalités, dont quatre anciens hauts gradés de l'armée en prison depuis près de deux ans, étaient dans le

box des accusés pour ce procès qui s'est tenu à Gitega de novembre 2018 à septembre ? dernier. Tous les autres dont Pierre Buyoya vivent à l'étranger et sont visés par des mandats d'arrêt internationaux.

## Un verdict en l'absence des accusés

Les 21 prévenus sont également condamnés à payer solidairement à l'État burundais l'équivalent de 45 millions d'euros « **à titre de dédommagement matériel et moral** ». Le gouvernement, renseigne RFI, compte se payer sur la vente de tous leurs biens au Burundi qu'il a saisis il y a deux ans. Le verdict a été rendu mardi en l'absence des accusés et de leurs avocats qui n'avaient pas été prévenus. L'un d'eux dénonce un « **procès inique qui a violé le droit burundais ainsi que l'Accord de paix pour le Burundi** », signé en 2000 à Arusha et qui avait décrété une immunité pour tous les protagonistes du conflit burundais. Si l'une des personnalités condamnées dans ce procès dénonce « **une revanche ethnique de la part d'un pouvoir devenu dictatorial** », pour la société civile en exil, ce verdict rendu quatre mois après l'intronisation du général Evariste Ndayishimiye à la tête de l'État est la preuve que l'heure est toujours à « la répression ». Pendant ce temps, un haut cadre du parti au pouvoir se réjouit plutôt d'un « **procès historique qui répare une injustice** ».

« **La condamnation de Pierre Buyoya et d'une vingtaine de ses proches dont des membres de l'ancienne oligarchie militaire tutsi est un message fort à la population burundaise que justice est enfin rendue** ». Jusqu'ici, seuls une dizaine d'« exécutants » dont le plus haut gradé était lieutenant avaient été condamnés en 1998 pour l'assassinat du président Ndadaye, note RFI. Que va faire Pierre Buyoya ? Va-t-il démissionner de son poste de Haut Représentant de l'Union Africaine au Mali et au Sahel ? Avec ce verdict, l'Union Africaine va-t-elle le maintenir à son poste et prendre le risque de se faire hara-kiri par ? les radicaux burundais et les organisations de défense des droits de l'Homme ? Autant de question qui restent pour le moment sans réponse !

■ Synthèse de Yama DIALLO

## OCLEI : Le code de déontologie des agents publics validé !

L'office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) a organisé, jeudi 22 octobre 2020, un atelier de validation de l'étude relative à la déontologie des agents publics dans l'administration malienne. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Moumouni Guindo, président de l'Oclei.

La corruption est un obstacle pour le développement d'un pays. C'est pour lutter efficacement contre ce fléau que l'office central de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite a engagé une lutte sans merci contre les bandits à col blanc.

L'Office central est un outil d'amélioration de la gouvernance publique mis en place par le Mali, d'une part, pour accélérer l'atteinte de ses objectifs de transparence et de bonne gouvernance des ressources publiques dans une dynamique communautaire, régionale et internationale de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

La loi n°02-053 du 16 décembre 2020 portant statut général des fonctionnaires et ses textes

subséquents et la loi n° 2013- 031 du 23 juillet 2013 portant approbation d'un code de transparence visent à instaurer des méthodes de transparence, de légalité dans les administrations publiques par un mécanisme de contrôle de l'action publiques et acteurs publiques.

Selon Moumouni Guindo, président de l'office centrale de lutte contre enrichissement illicite, ces textes de lois édictent des règles en amont pour l'administration publique afin de préserver les agents des services publics, des attitudes négatives, instaurant ainsi, au sein des services publics de bonnes pratiques, gage de transparence, de bonne gouvernance, de sérénité et de confiance. Les agents publics ont le devoir dans l'exécution de leurs tâches quo-

tidiennes d'instaurer la confiance entre eux et les usagers des services publics. Les différentes sujétions auxquelles leurs fonctions les soumettent sont, en général, consignées dans des statuts et codes de déontologie.

Aussi, il a souligné qu'il revient à l'office, eu égard aux missions qui lui sont assignées, de faire des propositions d'action concrètes tendant à améliorer l'accès des services aux usagers, toute l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de prévention contre des atteintes au devoir de probité dont les agents des services publics font quotidiennement l'objet. Il importe ainsi de chercher à faire respecter par tous les agents publics les règles de bonne conduite au sein des services publics conformément à la loi précitée. « L'existence de ces codes ne garantit pas pour autant leur pleine mise en œuvre et les prennent en compte. Il n'est même pas acquis que tous les agents concernés en sont informés et les prennent en compte. D'où la nécessité d'une étude systématique pour améliorer l'état des connaissances sur ce sujet et, ainsi, contribuer à une large promotion des règles déontologiques des administrations publiques », a-t-il dit.





Pour mieux cerner les enjeux et les défis liés à l'éthique et à la déontologie, l'OCLEI, conformément à ses missions, a initié une étude spécifique intitulée "étude relative à la déontologie des agents publics dans l'administration malienne" pour l'instauration d'une bonne gouvernance. Cette étude vise entre autres à : répertorier les administrations publiques détenant un code d'éthique et de déontologie ; analyser le niveau d'implication des agents de

l'administration publique vis-à-vis de la chose publique ; évaluer la manière dont ces agents s'acquittent des obligations liées à l'exercice de leur fonction ; mettre en place un dispositif de suivi des règles d'éthique et de déontologie dans les services publics. C'est pour élucider cette problématique qu'a été commise l'étude relative à la déontologie des agents dans l'administration malienne. Le cabinet d'étude ICF-SG a été régulièrement sélectionné.

Mieux, Moumouni Guindo dira qu'il s'agira de procéder à un examen critique de cette étude et de formuler des suggestions et recommandations en vue d'enrichir le rapport ; d'obtenir l'adhésion des parties prenantes dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite et d'élaborer un plan de suivi-évaluation de la mise des recommandations.

■ Ibrahim Sanogo

## Dr Choguel Kokalla Maiga alerte : « Le CNSP prépare, en louche, son candidat pour la présidentielle à venir »

Dr Choguel Kokalla Maiga a alerté, sur Africable télévision, sur les réunions louches que tiennent les responsables du CNSP pour faire élire son candidat à l'élection présidentielle prochaine. Il a invité tous à rester debout pour empêcher ce qu'il appelle de la « manipulation électorale » dans 18 mois.

Le président du MPR et du M5-RFP n'a pas été tendre avec les responsables du CNSP lors de son passage à Africable, sur le plateau de Magma Gabriel Konaté. Choguel Kokalla Maiga est revenu sur les coups bas du CNSP contre son mouvement depuis le renversement du régime IBK. Les discours contradictoires, les manigances du CNSP pour rester en tête de la transition... le président du M5-RFP a tout dénoncé. « Ils (les militaires) nous ont dit qu'ils voulaient la présidence de la transition, les ministères de la Défense, de la Sécurité et de la Protection civile, de l'Administration territoriale, de Transport et de l'Équipement. Ils ont dit que nous pouvons prendre les autres postes. Nous, nous

leur avons dit que notre combat n'est pas lié à une question de poste », a révélé Dr Choguel Kokalla Maiga.

Le pouvoir transitoire a été, selon l'ancien patron de l'AMRTP, installé dans le mensonge et dans la trahison. Pour lui, les leaders du CNSP ont, jusque-là, un problème de légitimité.

Le M5-RFP trahi par le CNSP

Selon Dr Choguel Kokalla Maiga, le CNSP qui a parachévé le combat du M5-RFP a trahi la confiance de ce mouvement. « Pour moi, il n'y a pas eu de drible. Le CNSP a trahi la confiance du M5-RFP », a-t-il laissé entendre. Dans le processus de la désignation du Président, du Premier ministre, des membres du gouvernement de la Transition, le CNSP a trahi la

confiance du M5-RFP aux dires du président du MPR. En plus de CNSP, Choguel lance les pierres dans le jardin de tous ceux qui ont trahi le combat de la Refondation du Mali. « Tous ceux qui ont trahi le combat du peuple malien seront humiliés », a-t-il prédit.

Le CNSP prépare en louche son candidat pour la présidentielle à venir

Nombreux sont des observateurs avertis qui n'ont plus confiance aux éléments du CNSP après avoir remarqué les stratégies qu'ont adoptées ces militaires pour se maintenir en tête de la transition. Des doutes persistent déjà s'ils ne vont pas imposer un élément de leur choix comme président de la République en 2022. Dr Choguel Kokalla Maiga a fait une révélation croustillante à ce sujet sur les antennes de Africable télévision. « Le CNSP est en train de préparer à installer son candidat à la présidentielle prochaine. Des réunions louches sont en train d'être organisées pour la circonstance », a révélé l'ancien patron de l'AMRTP qui a appelé les forces vives de la nation à se mobiliser et à rester vigilantes. Pour lui, tout le monde doit se donner la main pour « empêcher cette manipulation électorale ». Il invite ainsi les autorités transitoires à faire en sorte que les élections générales à venir soient les plus transparentes que possible. Boureima Guindo

Source : Le Pays- Mali



# Transition au Mali : Au nom du père, du fils et des amis !

Ce, auquel nous avons assisté, au Mali, le 18 août, n'était-il, finalement, qu'une simple mise en scène comme l'avait affirmé, en son temps, beaucoup de nos compatriotes. Les colonels ont-ils été mis en mission pour sauver le régime d'IBK, ses proches et leur famille ?

Même ceux qui leur faisaient aveuglément confiance, au début, commencent à douter sérieusement d'eux. Les militaires-colonels auteurs du coup d'Etat du 18 août 2020 n'inspirent plus confiance. Ils perdent, de jour en jour, la crédibilité et le gros capital de sympathie dont ils ont bénéficié au lendemain de leur putsch.

Nombre de Maliens sont convaincus, aujourd'hui, qu'ils ne sont pas venus parachever la lutte du peuple, à travers le M5-RFP, mais la saboter plutôt. Les actes qu'ils posent tous les jours incitent à penser que tout ce qui les intéresse, eux et leurs proches d'anciens dignitaires, c'est la conservation du pouvoir.

## La mise à l'écart du M5-RFP

Les premiers questionnements et les premiers doutes sont apparus au sein de la population quand le CNSP, au lendemain de son irruption sur la scène politique, au lieu d'approcher le peuple et les contestataires, a décidé de se retrancher à Koulouba en fuyant, comme la peste, ceux à qui ils doivent le confort dans lequel ils sont actuellement, à savoir le M5-RFP.

Ils ont beau être des colonels, ils ont beau fréquenter les meilleures écoles militaires et de guerre, ils ont beau être dotés des meilleures formations (nous nous permettons d'en douter, du reste), c'est le peuple, à travers le M5-RFP, qui leur a ouvert la brèche du coup d'Etat.



Ils n'auraient jamais osé sans cette contestation populaire. À présent, l'on ne sait toujours pas pourquoi le CNSP déteste autant les Cheick Oumar Sissoko, Choguel Kokalla Maïga et les autres. Ou, peut-être, qu'on commence à obtenir quelques réponses à cette question. Au départ, apprend-on, ce sont des membres de ce regroupement qui, eux-mêmes, ont vite fait de se rendre à Kati, auprès des militaires, pour dire des choses du mouvement populaire. Certains parlent même de l'important rôle qu'aurait joué l'Imam Dicko, son autorité morale en personne, pour discréditer le M5-RFP auprès de la nouvelle junte.

C'est lui qui aurait mis en garde les putschistes contre toute collaboration avec ceux qui, pourtant, lui vouaient tant de respect. Ce qui devait être une célébration pour le M5-RFP n'a finalement été qu'humiliation. Leur combat a finalement été récupéré par l'Imam Dicko et «ses enfants».

## La nomination de Bah N'Daw et la mise en place du gouvernement

En réalité, jusqu'à ce que le colonel Assimi Goïta commence ses nominations, les Maliens continuaient à faire confiance à lui et à son CNSP. Ce n'est que quand il a commencé à placer ses parents et amis que nous, tous, avons commencé à douter de la volonté, réelle, des colonels à rompre d'avec l'ancien système.

Le premier malaise, au sein de la population, est apparu quand on a découvert que ce sont les militaires qui ont exfiltré certains proches de l'ancien régime, particulièrement le fils du président, Karim Kéïta. Il a été rapporté que c'est le colonel Assimi Goïta, en personne, qui aurait envoyé des militaires le chercher dans une ambassade (certains parlent de Côte d'Ivoire, d'autres du Sénégal) pour le conduire à la frontière et le remettre aux soldats de Hamed Bagayoko.

Ensuite, il s'est agi de la nomination de Bah N'Daw. Au moment où l'on croyait que les militaires allaient désigner un civil pour diriger la transition, le CNSP a mis en place un prétendu collègue et imposé «leur père». En réalité, celui qui a été désigné, le colonel à la retraite, Bah N'Daw, n'était autre que l'ami du père du président du CNSP. C'est lui qui, le premier, l'aurait conduit au prytanée militaire de Kati.

Pour ce qui concerne le gouvernement, tous ont un lien avec les militaires. Par exemple, le ministre de la Communication n'est autre que l'ami de Bah N'Daw, la ministre de la culture serait la fille à l'amie à une tante à la mère d'Assimi Goïta, qui a, lui-même, placé son frère à la tête de la Sécurité d'Etat. Le CNSP, il faut le dire, reste au pouvoir à travers la quasi-totalité des postes. À suivre.

**Makan Koné**  
Nouvelle Libération

# Siège de Farabougou par les djihadistes : Les maliens entre colère et indignation

En acceptant que les putschistes du 18 août dernier soient aux postes clés de la transition, les Maliens espéraient voir les choses changer sur les questions de défense et de sécurité. Mais les attaques, perpétrées la semaine dernière à Bankass, et l'embargo imposé, plusieurs jours durant, par les terroristes sur les populations de Sokoura, en les privant de nourriture et d'eau, suscitent colère et indignation au sein de l'opinion publique.

**R**evendiquées, par le GSIM (Goupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) d'Iyad Ag Ghali, les attaques perpétrées dans les régions de Mopti et de Ségou, ont fait des morts et des blessés.

Si, celles de Bandiagara-Bankass et de Sokoura du mardi 13 octobre, ont causé, officiellement, 11 morts du côté des forces armées et de sécurité et 12, côté civils, le siège du village de Farabougou, par les terroristes, qui ont privé, des jours durant, les populations d'eau et de nourriture, passe mal au sein de l'opinion publique nationale.

## Une tragédie humaine, sans explication

Situé à 75 km de Niono, dans la région de Ségou, donc à moins de 300 km de la capitale,

le village de Farabougou a fait l'objet d'une première attaque, qui s'est soldée par des morts et des enlèvements. Suite à la protestation des populations, les djihadistes décident de les punir en imposant un embargo aux villageois. Rien ne rentre, rien ne sort. Résultat : des vieillards, femmes et enfants sont morts de faim et de soif.

Comment une poignée de djihadistes à motos peuvent-ils se tailler le luxe de condamner à la diète noire tout un village, avec des morts à la clé, sans que nos « colonels au pouvoir » daignent les en déloger ?

Où sont donc passés nos hélicoptères de combat ?

Comment expliquer un tel drame, avec la présence au sein du gouvernement de transition d'un vice-président chargé, spécifiquement, des questions de défense et de sécurité ?

Autant de questions, sans réponses. Du moins, pour l'instant. Pire, les renforts dépêchés sur le terrain sont tombés, eux-aussi, dans une embuscade, faisant à son tour des morts et des blessés.

Au sein de l'opinion publique, la colère gronde. Partis politiques, associations de la société civile, religieux... n'entendent plus se taire face à ces tragédies d'une autre époque.

## Les populations sceptiques

« Même sous IBK, qui ignore tout des questions militaires, on n'a jamais enregistré pareilles choses », protestent-ils.

L'ex-Premier ministre et non moins leader du parti Fare Ankawili, hausse le ton.

« Aujourd'hui, nous pouvons dire que les Maliens doivent ressentir, déjà, les manœuvres des nouvelles autorités sur les questions de défense et de sécurité, vu l'urgence du moment... C'est le moment ou jamais pour le colonel Assimi Goïta de montrer au monde de quoi il est capable, même si bon nombre de personnes restent, encore, sceptiques ».

Si rien n'est fait pour inverser cette tendance, les prochaines semaines risquent d'être difficiles pour les autorités de la transition. Qui perdent, chaque jour davantage, la confiance des populations.

Oumar Babi  
Canard Dechaine



# Crise Sécuritaire : Le gouvernement de transition à rude épreuve

**Les autorités de la transition sont attendues sur la crise sécuritaire qui secoue notre pays depuis une décennie. Entre temps, les djihadistes ont assiégé le village de Farabougou et imposé leur loi sur la population qui ne sait plus à quel Saint se vouer.**

L'espérance suscitée par le départ forcé du Président déchu, Ibrahim Boubacar Keita, fut de courte durée car les djihadistes se montrent plus présents à travers les actions qu'ils posent. En tout cas, tout porte à croire que la réussite de la transition passera forcément par la résolution de la situation sécuritaire. Personne ne pouvait imaginer qu'on pourrait assister à l'occupation d'un village (durant des semaines) pendant la période transitoire. Sans jeter le discrédit sur qui se soit, le pays est gouverné par des militaires. D'autres diront que ce n'est pas vrai, mais force est de reconnaître que le Président de la transition Bah N'Daw est un militaire à la retraite. Son vice-président, Assimi Goita, est un militaire réputé aguerri sur les théâtres des opérations. A cela s'ajoute, les autres colonels membres du gouvernement de transition. Et une équipe gouvernementale coachée par un diplomate, Moctar Ouane. Malheureusement, le triumvirat a du mal à imprimer sa touche. Avec ce cocktail de cadres, rien ne pourra jus-

tifier cette incohérence d'actions militaires. Il urge que les dirigeants s'engagent à mener une lutte acharnée contre ces djihadistes faiseurs de mal. Avec le cas de Farabougou, la population semble désespérée par le désenchantement. Evidemment, le doute est en train de prendre le dessus sur l'espérance.

Des hommes sans foi, ni loi, ont imposé un embargo d'une autre époque à ce village depuis plus de 15 jours. Les solutions préconisées par le gouvernement de Moctar Ouane n'ont pas produit de résultat probant. Apporter une aide humanitaire en de telles circonstances est une réponse approximative. Ayons le courage de le dire, les forces armées et de défense de notre pays, en synergie avec certaines forces étrangères comme l'opération Barkhane, doivent résoudre cette équation difficile par une réponse militaire. Négocier avec ces terroristes pour obtenir la libération de ce village serait de nature à encourager cette pratique. De même, se sentant en position de force, ils ne feront aucun cadeau. Cela fait par-

tie de leur stratégie machiavélique. C'est la raison pour laquelle, ils ont endommagé le pont d'entrée du village et miné les alentours du village de Farabougou. Ce qui rend quasi impossible l'accès à ce petit village.

Face à la détérioration de la crise sécuritaire qui exacerbe les populations du nord et du centre, plusieurs interrogations demeurent sans réponses. Le colonel Assimi Goita et ses hommes ont-ils rangé leurs armes au profit des bureaux climatisés ? Ou sont les chefs militaires aguerris du Mali ? Est-ce que le rôle de l'armée est seulement d'apporter une assistance humanitaire à une population en détresse ? A quoi jouent les forces étrangères qui ont pour rôle de stabiliser le Mali en proie à toutes sortes d'insécurité ?

Certains n'hésitent pas à dire que cette situation est la suite logique de la libération de plus de 200 terroristes, sans compter la manne financière payée par nos autorités dans le seul dessein d'obtenir la libération de 4 otages. Cette hypothèse n'est pas à écarter quand on sait qu'après leur libération, ces terroristes ont été reçus en pompe par les leurs.

Les actuels gouvernants du pays doivent impérativement changer leur fusil d'épaule. La question sécuritaire est la priorité des priorités. Et pour y arriver, il faut une véritable action concertée pour venir à bout de ce fléau qui déstabilise toute la bande sahélo sahélienne.

■ Ibrahim Sanogo





## FAMa : La hiérarchie au chevet des troupes pour apporter du réconfort moral



L'armée malienne traverse une crise dans sa traque contre les terroristes. Plus grave, le lynchage médiatique dont elle fait l'objet depuis le blocus imposé à Farabougou, et qui continue d'ailleurs, peut impacter négativement sur le moral des troupes engagées sur les différents théâtres d'opération. Pour donc apporter encouragement et réconfort moral aux hommes, la hiérarchie a décidé d'amplifier les sorties sur le terrain. C'est dans ce cadre que le Commandant du Théâtre-Est de l'opération Maliko, le Colonel-major Toumani Koné, accompagné de son état-major, s'est rendu à Bourem (base du secteur 2 dudit théâtre).

C'était, selon le site des Forces Armées Maliennes, dans les journées du dimanche 19 et du lundi 20 octobre 2020. L'objectif de cette démarche était, d'une part, de se rassurer de la situation sécuritaire dans le secteur 2 du Théâtre-Est, et d'autre part, de faire un aperçu global sur les conditions de vie et de travail des hommes pour d'éventuelle amélioration. Accueilli solennellement par le Commandant du secteur 2, le Colonel Drissa Keïta et ses hommes devant l'étendard et la fanfare, le Com-théâtre a ensuite largement échangé avec la troupe sur les préoccupations au quotidien auxquelles font face les soldats au

cours de leur mission régalienne.

La mission des FAMa ne se limite pas aux actes militaires, mais aussi la conquête des cœurs et des esprits de la population en agissant avec professionnalisme et honneur, dirait-il. Le colonel-major Koné a prodigué des conseils aux hommes avant de les rassurer de sa disponibilité entière. Le Commandant du secteur 2, le Colonel Drissa Keïta, a estimé pour sa part que cette visite du Com-théâtre vient à point nommé, car selon lui, le secteur 2 est à un moment crucial dans le déroulement des opérations. Nous resterons confiants par rapport aux éléments de réponses que le Colonel-major nous a donné sur notre problème, s'est-il confié. La visite de la nécropole des compagnons tombés lors des attaques de Bamba, Tarkint et celle des autorités administratives et coutumières ont été les moments forts de cette entrevue.

### 72 heures auparavant...

C'était le Colonel Elisée Jean Dao, Chef d'Etat-major de la Garde Nationale qui se rendait auprès des blessés au niveau du PCIAT-Centre de l'Opération Maliko, le vendredi 16 octobre 2020 à Sevaré, pour voir, réconforter les blessés de l'attaque du poste de sécurité de So-

koura (Mopti) et de l'embuscade du renfort qui avait été dépêché pour secourir ce poste. Accueilli à l'Aéroport International Ambodedjo par le Colonel Moussa Yoro Kanté, Commandant du PCIAT-Centre de l'Opération Maliko, il s'est rendu directement aux chevet des blessés à l'Hôpital Sominè Dolo et à l'Infirmerie militaire du Camp Hamadoun Bocary Barry dit Balobo de la ville de Sévaré.

Le colonel Dao leur a ainsi transmis les messages d'encouragement, de soutien et de prompt rétablissement des autorités. Il a déclaré que malgré leurs blessures, ces militaires sont engagés moralement. Et d'ajouter que leur prise en charge se fait dans les conditions optimales.

Ensuite, le Chef d'état-major de la Garde nationale s'est rendu au Gouvernorat de la 5ème région administrative à Mopti pour une visite de courtoisie au Gouverneur, le Général Abdoulaye Cissé. Les deux personnalités ont échangé sur les mesures idoines à prendre afin que les populations puissent recouvrer la quiétude.

Occasion saisie par le Gouverneur pour souligner la bonne collaboration entre l'administration régionale et les Force de Défense et de Sécurité (FSD) dans la région. Après le Gouvernorat, le Colonel Elisée Jean Dao s'est rendu successivement au PCIT-Centre, au Poste de Commandement de la Zone de défense N°6, à la Gendarmerie, à la Région Aérienne N°2 et au Groupement de la Garde Nationale de Sevaré. La visite de ces différentes structures a été l'occasion pour le Chef d'Etat-major de la Garde Nationale de s'imprégner de la situation sécuritaire sur le terrain, les moyens employés. Et surtout les difficultés auxquelles sont confrontées les FAMa dans l'accomplissement de leurs missions quotidiennes.

Le Colonel Dao dit avoir constaté une bonne symbiose entre les différentes composantes des FAMa. Il a échangé avec le renfort montant de Sokoura au Camp Hamadoun Bocary Barry dit Balobo et les Gardes à leur Groupement. Le Colonel Elisée Jean Dao a mis ce moment à profit pour prodiguer des conseils à la troupe. « Il faut accepter la sueur pour éviter le sang. Nous resterons à vos côtés. La place d'un chef, c'est auprès de ses hommes. Il faut créer la cohésion ».

■ Synthèse de Yama DIALLO

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Mariage précoce au Mali : Où en sommes avec cette pratique ?

**C**haque année, plus de 12 millions de filles sont mariées de force avant l'âge de 18 ans. Ces filles voient alors leur droit à l'enfance et à l'éducation volé, leurs perspectives d'avenir et d'évolution limitées. Ce qui constitue un obstacle à leur épanouissement.

« Avant de me marier, je jouais avec mes camarades. Maintenant j'ai beaucoup de responsabilités dans mon foyer. Je m'occupe de mon mari, ma belle-famille, mon bébé et c'est une routine », nous confie Fanta Dicko, mariée à 13 ans et mère à 15 ans. Elle a ajouté qu'elle fait le ménage, prépare à manger. « Mes parents m'ont obligée à me marier à cause du manque de moyens financiers et pour préserver l'honneur de la famille », explique-t-elle en larmes. Pourtant, à l'en croire, son unique ambition était de finir avec l'école et avoir un

meilleur avenir.

Aminata Sylla une jeune fille de 14 ans résidant à Kouloubléni, mariée à un homme plus âgé qu'elle s'exprime en ces termes : « C'est dans notre coutume, nous Sarakolé, d'aller chez nos maris très jeunes, donc nous n'avons pas le choix. Face à cette situation, les décisions sont prises par les parents. »

Bintou, une pauvre jeune fille exprime ce qu'elle ressent : « on s'est marié un mois après mon arrivée ici. Je ne m'y attendais pas. » Selon ses dires, elle avait 15 ans et son époux avait 60 ans avant leur mariage. « Je n'avais jamais pensé au mariage. Nous sommes pauvres, c'est pour cela que j'ai été obligée d'épouser un vieux comme lui », s'indigne-t-elle.

Selon M. Diallo, un parent, il n'y a aucun inconvénient à se marier très jeune ; au

contraire, une jeune fille qui se marie très tôt est très chanceuse. Elle apporte tout le bonheur du monde. Au préalable quand elle est vierge, elle honore sa famille, sa belle-famille, ainsi que son mari ; elle s'occupe bien de la maison, prend soin de son mari et est soumise. « C'est le devoir d'une femme, jeune ou pas. Cette responsabilité est une obligation. C'est notre tradition et nous la respectons. Nos jeunes filles se marient très vite et je n'y vois pas de conséquence ; toute mes filles ont accouché sans aucunes difficultés et normalement », soutient-il

Enfin, madame Tangara Awa, mère de 3 enfants, psychologue résidant à Doumanzana, a mis l'accent sur certains inconvénients du mariage précoce des jeunes filles à Bamako, notamment les différentes difficultés qu'elles rencontrent lors de l'accouchement : fistule, les infections leucorrhées et d'autres maladies. Le mariage précoce, selon elle, joue psychologiquement, moralement et physiquement sur une jeune fille. « Nous lançons un appel à tous les parents de revoir cette situation et d'envisager l'abandon de cette pratique. », a-t-elle conclu.

Source : Le Républicain-Mali





Le candidat démocrate à la présidence du 3 novembre, Joe Biden, en visite dans sa ville natale de Scranton en Pennsylvanie, le 9 juillet 2020. AP Photo/Matt

## Good Morning de Scranton : La ville natale de Joe Biden, en pleine reconquête électorale

En Pennsylvanie, Scranton, la ville de naissance de Joe Biden, a un passé ouvrier, marqué par le développement des mines de charbon et des luttes syndicales longtemps favorables aux démocrates. Si ce n'est que les temps ont changé. En 2016, c'est justement cette classe populaire qui a fait basculer tout l'État dans l'escarcelle des républicains. Il n'a suffi que de quelque 44 000 voix. Aujourd'hui, c'est en mettant en avant son attachement familial à la ville de Scranton et ses origines sociales humbles que Joe Biden essaie de reconquérir ces électeurs perdus.

**J**oe Biden, enfant du pays, forcément, ça rapproche. On touche une corde sensible, celle de fierté locale. Même si, en réalité, la famille de l'ancien vice-président a déménagé d'ici quand il avait 10 ans. Il n'empêche, ce lien entre Joe Biden et Scranton s'inscrit dans un passé, une histoire collective. Adèle a 71 ans. Ses parents, ses grands-parents étaient mineurs ici, syndiqués, démocrates jusqu'au bout des ongles. Le parcours de sa famille ressemble à celui de Joe

Biden.

« Ses arrière-grands-parents s'étaient installés ici vers 1850 après la famine dites "des pommes de terre" en Irlande. Scranton était une ville prospère, grâce aux mines de charbon et au train, il y avait beaucoup de travail, et de nombreux Irlandais étaient mineurs. Donc c'était une destination pour les immigrés à l'époque. Tout cela fait écho avec mon histoire personnelle. »

Adèle rejette l'idée que le candidat démocrate

aurait « abandonné Scranton » : « Non, son père a déménagé sa famille dans le Delaware à cause du travail, mais Joe Biden avait encore beaucoup de famille ici à qui il rendait visite régulièrement. Donc je pense qu'il n'a jamais oublié là où il a grandi, là où il a été enfant. »

### « Difficile d'être optimiste »

La maison où a grandi Joe Biden est une jolie maison bleue au toit pointu à deux étages, avec un petit porche devant. Elle est située dans un quartier qui était autrefois plus populaire qu'il ne l'est aujourd'hui. Désormais, c'est même plutôt un quartier de classe moyenne propre, calme. Un quartier visiblement acquis aux démocrates. Et c'est aussi devenu dernièrement un lieu de pèlerinage politique pour les électeurs démocrates, comme Geoffrey qui habite à une heure de Scranton.

« Je pense que c'est important d'être ici, surtout en ce moment, confie-t-il. D'autant que le coin de Pennsylvanie où j'habite est beaucoup plus favorable à Trump, donc ça me fait du bien de voir tous ces panneaux pro-Biden dans les jardins, ça ré-équilibre ma perception. C'est difficile d'être optimiste vu ce qu'il s'est passé aux dernières élections. On ne sait tou-

jours pas trop de quel côté va pencher la balance, mais je garde espoir. »

Autre lieu de pèlerinage dans le quartier, l'épicerie-sandwicherie Hanks Hoagies, qui depuis 1965 semble être restée dans son jus. Des photos, des statuettes de joueurs de baseball et de nombreuses caricatures d'hommes politiques : JFK, Clinton, Bush, Obama... Juste à l'entrée, comme s'il vous accueillait, une effigie à taille réelle de Joe Biden, en carton, à laquelle Tom Owens, le propriétaire des lieux tient beaucoup.

« Il est là, il est là tous les jours ! [Rires] Non, mais il vient nous voir en vrai aussi, depuis des années, en tant que sénateur, en tant que vice-président. Il est passé au mois d'octobre. Il a grandi à quelques rues d'ici. Il venait avec ses petits copains boire un verre, manger un sandwich, jouer aux cartes... C'est un gars de Scranton, on le connaît personnellement et on l'aime vraiment. Joe est un gars humble, il est sympa avec tout le monde, il met les gens à l'aise, on l'adore ! »

### Image de proximité et trahison des classes populaires

Cette image d'homme politique sympathique, proche des gens, issu d'un milieu modeste, voilà ce que cherche à mettre en avant Joe Biden pour séduire un électoralat populaire qui s'est détourné du parti démocrate en faveur de Donald Trump. Cela marchera-t-il ?

Difficile à dire. L'élection risque d'être très serrée en Pennsylvanie. Dans les quartiers plus populaires de la ville justement, on trouve beaucoup plus de marques de soutien à Donald Trump. Le parti démocrate incarné par Joe Biden aurait trahi la classe populaire ici. Il est vu désormais comme le parti de l'élite et des minorités ethniques. Même si Scranton, où siègent aujourd'hui de grandes entreprises, des universités, penchera probablement cette année encore vers le camp démocrate, pour qui voteront les contés plus pauvres autour de Scranton ? De Luzerne à Lackawanna, c'est là que se jouera l'élection en Pennsylvanie, là où Donald Trump avait séduit, et séduit encore.

Source : RFI

## Présidentielle en Guinée : Violents heurts entre manifestants et policiers à Conakry

**En Guinée, de violents heurts ont éclaté entre policiers et émeutiers ce mercredi 21 octobre. Selon le gouvernement, neuf morts sont à déplorer dans le pays depuis lundi, dont six par balle et un policier lynché à mort, ainsi que de nombreux blessés et dégâts matériels. Ce bilan pourrait être plus lourd, selon l'opposant Cellou Dalein Diallo qui parle lui de 16 décès dont une dizaine ce mercredi.**

**D**es dizaines et des dizaines de jeunes sortent des ruelles pour envahir la route. Barricades en feu, jets de pierre, le face à face avec les forces de l'ordre, qui répondent avec des pierres, des frondes et des gaz lacrymogènes, est tendu.

La scène se déroule au quartier de Wanidara en haute banlieue de Conakry. Elle s'est répétée toute la journée le long de la route Le Prince qui traverse des zones réputées favorables à l'opposition. Depuis l'aube, une épaisse fumée noire envahit le ciel de ces quartiers. Les habitants, terrés chez eux, vivent au rythme des coups de feu. Le siège de la Croix-Rouge guinéenne est saccagé et l'accès au centre-ville est fortement restreint.

Le chef de l'État Alpha Condé appelle « au calme et à la sérénité ». « Si la victoire me re-

vient, je reste ouvert au dialogue et disponible à travailler avec tous les Guinéens », promet-il.

Des images de blessés graves, la plupart extrêmement jeunes, envahissent les réseaux sociaux sans que nous soyons en mesure de les vérifier. Dans son communiqué, le gouvernement annonce des enquêtes et « condamne » une « stratégie du chaos orchestrée pour remettre en cause le scrutin du 18 octobre ».

Des heurts ont également éclaté à Coyah et Dubreka en Basse-Côte ainsi que dans presque toutes les villes de Moyenne-Guinée où des édifices publics ont été saccagés selon le gouvernement.

Source : RFI



Des policiers répondent aux manifestants à Conakry le 21 octobre 2020.

# Championnats nationaux cadets et juniors féminins de hand-ball : Le col fait coup double d'entrée de jeu

Le coup d'envoi de l'édition 2020 des Championnats nationaux cadets et juniors féminins a été donné mardi, au stade Mamadou Konaté. Le match d'ouverture a mis aux prises les cadettes du Mamahira de Kati et leurs homologues du Centre omnisports de Lafiabougou (COL). Comme il fallait s'y attendre, les championnes en titre, à savoir les Centristes de Lafiabougou ont déroulé face aux Katoises, étrillées 29-4 au terme d'une rencontre à sens unique. Les protégées du coach Youssouf Maïga affichent ainsi leurs ambitions d'entrée de jeu et envoient un message fort à leurs prochaines adversaires. À l'instar de l'équipe cadette, la formation ju-

nior du COL a également fait parler la poudre pour sa première sortie, se promenant 17-11 face à l'AS Mandé. « Je suis très content d'avoir remporté les deux rencontres de la première journée. Je m'inquiétais un peu pour cette première journée surtout du côté de l'équipe féminine cadette mais les joueuses ont répondu présentes et m'ont totalement rassuré », a réagi le technicien du COL « La rencontre des juniors, poursuivra Youssouf Maïga, a été disputée et cela se comprend parce qu'il y a une grande rivalité entre les deux formations. Mais là aussi, l'essentiel a été fait. Après une première période compliquée, les enfants ont

bien réagi après la reprise et se sont logiquement imposés. Je félicite les joueuses et les joueurs et j'espère qu'on continuera sur la même lancée jusqu'au bout. En tout cas, notre objectif est de remporter les deux trophées, comme nous l'avons fait l'année dernière », a conclu Youssouf Maïga. Pour l'entraîneur de l'AS Mandé, Siriman Diawara, la défaite de son équipe s'explique par le manque de fraîcheur physique des joueuses. « Pour moi, c'est la fatigue qui a fait la différence dans cette rencontre. La Fédération malienne de hand-ball n'a pas communiqué le programme des rencontres à temps. Nous avons fait un entraînement dur ce matin parce que nous ne savions pas que l'équipe devait jouer aujourd'hui. J'ai été informé à quelques heures du match. Les filles n'ont pas récupéré, elles étaient fatiguées et je ne peux rien leur reprocher », a confié Siriman Diawara après la rencontre. Fair-play, le technicien a, ensuite, félicité le COL pour sa victoire et pris rendez-vous pour la prochaine journée.

**Boubacar THIÉRO**  
Source : L'ESSOR



Photo AMAP





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

La fin de semaine marque un bilan mitigé de votre évolution. Les tensions ne sont pas révélées, elles couvent et vous décelez que des collègues ne sont pas honnêtes. Restez discret sur votre ambition, pour avoir la paix, la discrétion est recommandée.

Vous craignez de manquer d'argent, mais en réalité vous tirez votre épingle du jeu et trouvez des moyens pour honorer vos règlements. Saturne en Capricorne vous donne de la discipline pour résister à toutes les tentations en attendant de meilleurs jours.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous mesurez tous les enjeux du jour, ce n'est pas le moment de flancher. On vous donne des responsabilités supplémentaires, votre marge de manoeuvre est restreinte. Vous puisez dans vos ressources l'énergie nécessaire pour mener à bien ce projet.

Si vous attendez de l'argent qu'une personne vous doit, manifestez-vous avant de perdre votre patience. Vos revenus sont conséquents, ce qui vous permet de faire des projets de grande envergure. Vous visez toujours plus haut, vous êtes ambitieux.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Le temps est votre allié. C'est avec des étapes que vous évoluez dans un poste qui pour le moment, ne vous convient pas complètement. Des changements sont à venir et il règne un possible désordre dans votre service, ce qui vous rend légèrement irrité.

La prudence est de mise et pourtant, il est difficile de résister aux dépenses causées par les invitations ou la famille. Revoyez vos priorités pour garder une trésorerie correcte jusqu'à la fin du mois. Du bon sens est utile pour stabiliser le budget.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

En cette fin de semaine, vous vous montrerez très actif afin de tout régler avant votre départ en week-end ou en vacances pour certains d'entre vous. Vous serez d'une grande efficacité et n'aurez pas peur de bousculer vos habitudes de travail pour doubler votre capacité d'action.

Vos finances seront au coeur de vos préoccupations. Elles se portent bien. Vous en profiterez pour revoir votre budget, prendre quelques libertés afin de vous offrir des plaisirs auxquels vous renoncez d'habitude. Votre comptabilité sera nickel !



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

L'ambition fait son retour et vous aimeriez être au-devant de la scène. Vous voici à la recherche d'un poste donnant des responsabilités. L'un de vos collègues peut vous communiquer de bonnes adresses pour réussir dans une nouvelle voie professionnelle.

Uranus en Taureau vous expose à des frais imprévisibles. Vous réfléchissez au renouvellement de votre véhicule. Seulement vous aimez le luxe et avez des rêves de grandeur dans vos acquisitions. Il est conseillé de laisser passer quelques jours et réfléchir.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Un de vos proches collaborateurs vous met des bâtons dans les roues. Vous subissez une mauvaise influence, on vous jalouse. Vénus vous conseille de vous méfier des apparences sans pour autant devenir parano. Aujourd'hui, surveillez vos arrières.

Votre situation financière n'est pas négative du tout, cependant n'oubliez pas de faire des petites vérifications de temps à autre dans la journée, une dépense oubliée pourrait mettre un petit bazar dans vos comptes. À part cela, tout se passe bien.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous travaillez bien tout en étant intransigeant. Vous attendez des performances de la part des collaborateurs. Pourtant ils ne travaillent pas au même rythme que vous. De l'irritabilité peut se faire sentir et relancer une relation tendue avec un collègue.

Pensez à faire passer les factures avant les loisirs. Vous êtes irrité par ces sacrifices, mais des concessions sont encore nécessaires. Votre revenu vous paraît insuffisant. Votre volonté pourrait fléchir lors d'un shopping et face à des articles de mode.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous bénéficiez d'une forte créativité ainsi que d'une très forte intuition. Ces deux atouts vous permettent de créer, d'innover, de proposer du jamais vu. Vous marquez des points, même si le résultat ne se fera pas sentir tout de suite. Ayez confiance !

Votre travail est sans nul doute votre meilleure source de revenus. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une prime ou de voir votre carrière progresser. Toutefois, ne vous emballez pas et ne dépensez rien avant d'avoir constaté que les sommes promises sont bien arrivées sur votre compte !



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Les conditions de travail sont désorganisées et la communication fait défaut. La Lune et Neptune en Poissons ne vous donnent pas satisfaction et vous font espérer un avenir professionnel meilleur. Un déséquilibre se fait sentir dans la répartition des tâches.

La gestion des finances est sujette à des dépenses guidées par des pulsions et les émotions. Les achats peuvent être dédiés à des produits liés à la décoration ou aux loisirs. Peu d'économies restent possibles, heureusement, la stabilité se maintient.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Dans votre profession, il est l'heure de vous affirmer beaucoup plus. Les nombreux encouragements de vos supérieurs hiérarchiques vous permettent de prendre de l'assurance. On vous confie des tâches à responsabilités, vous êtes convaincant.

Vous trouvez que le fait de mettre un petit pécule de côté pour les périodes un peu compliquées c'est une bonne idée. Secrètement vous constituez votre tirelire, lorsqu'elle aura suffisamment grossi, vous révélez cette belle surprise à votre famille.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous devez trouver des réponses à des situations. Votre poste professionnel est mené avec une bonne gestion et vos collègues vous sollicitent pour régler d'autres problématiques. Il faut fixer des limites, car l'un de vos collègues peut vous envahir.

Pour faire plaisir à vos proches ou à votre conjoint, vous pourriez craquer sur des articles qui ne sont pas prévus sur le budget. Votre générosité est l'une des causes qui entraînent les frais superflus et peu d'économies sont possibles pour le moment.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Décidément, il y a un contentieux qui dure entre vous et un supérieur... Cela nuit au climat et votre concentration s'en trouve affaiblie. Cependant, Saturne vient à votre secours et vous aide à mieux vous recentrer dans les moments les plus délicats.

Une bonne nouvelle pourrait vous parvenir concernant un reliquat de salaire ou de prime que vous n'espérez plus. Cette somme vous aidera à faire face à une dépense imprévue, mais inévitable. Épargnez-la pour les moments difficiles.

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous